

بسم الله الرحمن الرحيم

L'indépendance de l'Europe entre désirs et difficultés

24/09/2025

L'indépendance de l'Europe entre désirs et difficultés

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, déclara le 10 septembre 2025 devant le Parlement européen à Strasbourg : « *Les lignes de contact d'un nouvel ordre mondial fondé sur la force sont en train d'être tracées. C'est pourquoi, oui, l'Europe doit se battre pour prendre sa place ; car de nombreuses grandes puissances adoptent à son égard une attitude ouvertement hostile ou antagoniste... Ce moment doit être celui de l'indépendance de l'Europe... et son front oriental, de la mer Baltique à la mer Noire, protège la sécurité de l'ensemble du continent. Nous devons donc investir pour le soutenir. L'Europe défendra chaque parcelle de son territoire.* »

Ces déclarations interviennent après la présentation par von der Leyen, le 19 mars 2025, du projet de « Livre blanc pour l'Europe (livre de défense) », qui prévoit « *le lancement, sur quatre ans, d'un vaste projet industriel de défense d'un montant de 800 milliards d'euros pour le réarmement du continent* ». Le projet recommande que la production d'armements se fasse de préférence en Europe. Le texte mentionne également : « *la Russie constitue une menace existentielle pour l'Europe... après la suspension du soutien américain, donner la priorité au renforcement de la capacité de l'Ukraine à résister aux attaques russes... fournir à l'Ukraine environ 1,5 million d'obus d'artillerie, des systèmes de défense aérienne, assurer la formation des troupes, rattacher l'Ukraine au financement militaire européen et élargir les couloirs de mobilité militaire européens pour l'inclure.* » Le document affirme en outre que « *l'on ne peut pas considérer comme acquise la garantie de sécurité américaine pour l'Europe ; il faut accroître fortement la contribution à la défense de l'OTAN ; l'OTAN demeure le pilier de la défense collective en Europe* » et souligne que « *la dépendance de l'Europe vis-à-vis des capacités militaires américaines représente aujourd'hui un risque, car l'Amérique a revu son approche* ».

Ces déclarations et ces mesures sont intervenues après que l'Amérique a annoncé qu'elle pourrait se désengager de ses engagements de sécurité envers l'Europe. L'Europe a alors commencé à envisager de développer son industrie militaire et de consolider son indépendance vis-à-vis des États-Unis. Pour accroître son autonomie, elle cherche à renforcer ses relations avec la Chine et à trouver un terrain d'entente avec la Russie ; mais l'Amérique s'efforce d'empêcher que cela advienne.

C'est pourquoi, en avril 2023, le président français Macron, accompagné de von der Leyen, se rendit en Chine. Les Américains l'accusèrent alors de « *pencher vers la Chine* » et affirmèrent que « *cette visite sapait les efforts américains pour limiter l'influence chinoise* ». Macron répondit en se défendant lui-même et en défendant les Européens, rejetant toute dépendance vis-à-vis des États-Unis : « *Être allié ne signifie pas être dépendant ; ce n'est pas se voir priver du droit d'avoir ses propres idées.* »

Mais atteindre cette indépendance n'est pas chose facile : le volume annuel des échanges commerciaux entre l'Europe et l'Amérique s'élève à 1,2 trillion de dollars, soit quatre fois le commerce avec la Chine, et les investissements américains en Europe (financiers ou projets) atteignent environ 2,3 trillions de dollars. L'Amérique a établi une domination économique en Europe, ce qui lui a permis de s'immiscer dans les sphères économique, politique et médiatique. Se libérer de cette emprise n'est pas aisé.

En outre, « *l'Amérique déploie en Europe et sur ses côtes environ 100 000 soldats, 150 avions de combat, 140 navires, 3 bases pour le stockage d'armes nucléaires et 100 missiles nucléaires* » (centre de recherche américain). Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est rattachée à l'Amérique et devenue dépendante d'elle pour sa défense. Bien qu'elle ait tenté d'instaurer une politique de défense commune et de mettre sur pied une armée indépendante, elle n'y est pas parvenue ; l'OTAN demeure jusqu'à présent le pilier de la défense collective. Mais cette situation est fragilisée, car l'Amérique n'est plus disposée à défendre l'Europe et son slogan est « L'Amérique d'abord ». La guerre en Ukraine en est l'illustration.

Si un pays membre de l'OTAN venait à être attaqué et que l'Amérique refusait de le défendre, l'OTAN serait au bord de l'effondrement. Macron avait affirmé en 2019 que l'OTAN était en état de « mort cérébrale ». La confiance placée en elle reste limitée.

C'est pourquoi, dans les conditions actuelles de guerre avec la Russie, l'Europe ne peut pas renoncer rapidement à cette dépendance. Cela exigera plus de temps, bien au-delà de quatre ans. L'Union regroupe 27 pays membres et n'est pas homogène ; certains sont même en conflit. Chaque pays poursuit avant tout son propre intérêt et demeure attaché à son nationalisme ; le lien européen passe au second plan, tandis qu'ils sont confrontés à des difficultés internes, économiques et politiques. Ils ne sont pas prêts à accroître leurs dépenses de défense. Même la Norvège, qui dispose d'un excédent budgétaire, n'y est pas disposée. Du fait de leur système capitaliste, l'égoïsme domine dans chaque pays ; l'utilité devient ainsi le fondement de leur pensée et le critère de leurs actions.

Tout cela empêche, pour l'instant, les Européens d'adopter une ligne de décision commune et donc d'accéder à l'indépendance. Cela permet à l'Amérique d'exercer seule son influence sur chaque pays, en les contrôlant soit par la séduction, soit par la tromperie, soit par la menace.

De plus, dans chacun des pays de l'Union, on trouve des partis nationalistes radicaux hostiles à l'Union et cherchant à s'en affranchir, encouragés par l'Amérique. Ainsi, l'Italie, dirigée par la coalition de droite de Meloni, s'oppose à toute rupture avec l'Amérique et entre surtout en conflit avec la France ; la Hongrie et la République tchèque adoptent une position semblable.

En 2022, l'Allemagne a défini une nouvelle stratégie sécuritaire propre, allouant 100 milliards d'euros au développement de son industrie militaire. Ces derniers temps, elle a commencé à soutenir concrètement les fabricants d'armes, les incitant à développer des armements de pointe, à préparer la conversion des usines civiles à la production militaire, à réintroduire le service militaire obligatoire pour les jeunes et à réduire les aides sociales afin d'accroître le budget de guerre. En août 2024, face aux menaces de la Russie contre les républiques

baltes, elle a annoncé l'installation en Lituanie de sa première base militaire permanente, comprenant environ 4 800 soldats et 2 000 véhicules militaires.

Les circonstances contraignent l'Europe à compter sur elle-même, à accroître sa puissance et à rechercher l'unité et l'indépendance. Mais surmonter les difficultés évoquées plus haut n'est pas chose aisée, et cela ne peut se faire rapidement ; cela ne pourra se concrétiser qu'à moyen terme, c'est-à-dire au-delà de quatre ans.

Il y eut aussi des moments où ils s'étaient unis face à des puissances extérieures ; par exemple, ils avaient fait front contre les conquêtes islamiques à l'époque ottomane. Ils s'étaient également unis contre l'Union soviétique ; mais l'Amérique prit alors l'ascendant, imposa son leadership et les rendit dépendants d'elle. Ce fut pour eux un suicide politique, dont ils ne se sont toujours pas relevés.

Il ne s'agit pas de dire que l'Union doive se transformer en un seul État — cela est improbable, leur union étant fragile. Mais par unité, nous entendons le fait d'adopter une position commune face à une puissance extérieure qui les menace tous, comme la Russie aujourd'hui.

Il s'agit donc de compter sur l'Allemagne et la France, les deux principales puissances militaires et économiques de l'Union, avec en plus le soutien du Royaume-Uni, contraint d'affronter la Russie et l'Amérique. Mais cela comporte des risques : ces trois puissances ne se soumettent pas les unes aux autres et chacune cherche à exploiter les circonstances pour s'imposer et dominer. Ainsi, même dans l'unité, elles portent en elles les germes de futures rivalités et conflits, surtout une fois les puissances extérieures écartées ou la menace dissipée.

Les musulmans dotés de conscience politique, qui œuvrent à rétablir le Califat, doivent observer la situation internationale, prêter attention aux contradictions entre les alliés occidentaux et chercher à en tirer parti. Ainsi, ils pourront préserver leur Oumma de leur mal et établir leur propre État de bien et de guidée (l'État islamique), avant de le porter aux autres peuples.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur